



Assemblée générale

Distr. générale
27 décembre 2006
Français
Original : anglais

Soixante et unième session

Point 147 de l'ordre du jour

Financement de la Mission des Nations Unies

pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental

Rapport sur l'exécution du budget de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2005 au 30 juin 2006

Rapport du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1-2	3
II. Exécution du mandat	3-6	3
III. Exécution du budget	7	12
A. Ressources financières		12
B. Évolution des dépenses mensuelles	7	13
C. Autres recettes et ajustements		13
D. Dépenses relatives au matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome		14
E. Contributions non budgétisées		15
IV. Analyse des écarts	8-23	15
V. Décisions que l'Assemblée générale devra prendre	24	18



Résumé

Le présent rapport rend compte de l'exécution du budget de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2005 au 30 juin 2006.

La corrélation entre les dépenses de cet exercice et l'objectif de la Mission est mise en évidence dans des tableaux axés sur les résultats et organisés par composante (composante civile, composante militaire et appui).

Exécution du budget

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet 2005 au 30 juin 2006.)

Catégorie	Montant alloué	Dépenses	Écarts	
			Montant	Pourcentage
Militaires et personnel de police	6 432,8	6 217,6	215,2	3,3
Personnel civil	17 545,0	15 807,2	1 737,8	9,9
Dépenses opérationnelles	21 562,6	20 323,6	1 239,0	5,7
Montant brut	45 540,4	42 348,4	3 192,0	7,0
Recettes provenant des contributions du personnel	2 508,0	2 191,5	316,5	12,6
Montant net	43 032,4	40 156,9	2 875,5	6,7
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	3 118,1	3 761,3	(643,2)	(20,6)
Total	48 658,5	46 109,7	2 548,8	5,2

Ressources humaines : occupation des postes

Catégorie	Postes approuvés ^a	Postes effectivement pourvus (moyenne)	Taux de vacance
			(pourcentage) ^b
Observateurs militaires	203	195	4,1
Contingents	27	27	0,0
Police civile ^c	8	6	27,1
Personnel recruté sur le plan international ^c	145	125	14,0
Personnel recruté sur le plan national	128	104	18,6
Personnel fourni par des gouvernements	10	4	60,8

^a Effectif autorisé le plus élevé.

^b Compte tenu du nombre de postes pourvus et du nombre de postes approuvés, mois par mois.

^c Exclusion faite de 157 postes de fonctionnaire international et de 73 postes de membre de la police civile autorisés pour la Commission d'identification, pour lesquels des crédits n'avaient pas été alloués, comme indiqué dans le rapport du Secrétaire général sur le budget de la MINURSO pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005 (A/58/657).

Les décisions que l'Assemblée générale devra prendre sont énoncées au chapitre V du présent rapport.

I. Introduction

1. Le budget de fonctionnement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2005 au 30 juin 2006 a été présenté dans le rapport du Secrétaire général en date du 20 décembre 2004 (A/59/629). Son montant brut s'élevait à 46 328 400 dollars (montant net : 43 694 400 dollars), y compris des contributions volontaires en nature budgétisées d'une valeur estimée à 3 118 100 dollars, et devait permettre de financer le fonctionnement de la Mission ainsi que les effectifs suivants : 203 observateurs militaires, 27 membres des contingents, 8 membres de la police civile, 145 personnes recrutées sur le plan international, 128 agents recrutés sur le plan national et 10 agents fournis par des gouvernements. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a recommandé que l'Assemblée générale ouvre un crédit d'un montant brut de 45 641 800 dollars (montant net : 43 105 900 dollars) pour la période concernée (A/59/736/Add.5, par. 33).

2. L'Assemblée générale, dans sa résolution 59/308, a ouvert un crédit d'un montant brut de 45 540 400 dollars pour le fonctionnement de la Mission pendant l'exercice allant du 1^{er} juillet 2005 au 30 juin 2006. Ce montant a été mis en recouvrement auprès des États Membres.

II. Exécution du mandat

3. Le Conseil de sécurité a établi le mandat de la MINURSO par sa résolution 690 (1991). Le mandat pour l'exercice considéré dans le présent rapport est défini dans ses résolutions 1598 (2005), 1675 (2006) et 1720 (2006).

4. La Mission a pour mandat d'aider le Conseil de sécurité à atteindre un objectif général, qui est de parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable qui permette l'autodétermination du peuple du Sahara occidental.

5. Dans le cadre de cet objectif général, la Mission a contribué à un certain nombre de réalisations au cours de l'exercice, en exécutant les principaux produits décrits dans les tableaux ci-après. Ceux-ci présentent les réalisations et les produits par composante : composante civile, composante militaire et appui.

6. On trouvera dans le présent rapport une évaluation des résultats de l'exercice 2005/06, effectuée sur la base des tableaux axés sur les résultats présentés dans le budget. En particulier, y sont mis en regard, d'une part, les indicateurs de succès effectifs – qui mesurent les progrès accomplis pendant l'exercice par rapport aux réalisations escomptées – et les indicateurs de succès prévus, et, d'autre part, les produits exécutés et les produits prévus.

Composante 1 : composante civile

Réalisation escomptée 1.1 : progrès en vue d'un règlement politique concernant le statut final du Sahara occidental

<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
1.1.1 Dialogue direct entre les parties	Il n'y a pas eu de dialogue direct	
Consultations politiques de haut niveau régulières entre le Représentant spécial du Secrétaire général et les parties, les États voisins et les principaux États Membres concernés	Oui	<p>Le Représentant spécial du Secrétaire général a tenu des réunions préliminaires avec les parties (Maroc et Front POLISARIO) et avec les pays voisins (Algérie et Mauritanie) en septembre 2005. Il a également tenu des réunions de haut niveau avec les parties en avril 2006 et rencontré régulièrement les parties à d'autres occasions au cours de la période considérée.</p> <p>Le Représentant spécial a accompagné l'Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental lors de son séjour dans la région en octobre 2005. Environ 17 réunions avec les parties et les États voisins ont eu lieu au cours de ce séjour.</p>
Exposés politiques et accompagnement de 12 délégations d'États Membres et 6 délégations d'organisations non gouvernementales, internationales, gouvernementales et de média en visite	14	Délégations diplomatiques
4 rapports du Secrétaire général au Conseil de sécurité	10	Journalistes en visite ayant entendu des exposés et ayant été accompagnés. Les demandes d'information ont été satisfaites régulièrement.
Continuation des mesures de confiance entre les parties, y compris le programme de visites familiales, le service téléphonique et le programme d'échange régulier de courrier intéressant tous les camps de réfugiés et les localités d'origine des réfugiés	2	Le Secrétaire général a fait rapport au Conseil de sécurité en octobre 2005 et avril 2006. À chaque occasion, le Conseil a prorogé le mandat de la Mission pour une période de six mois.
	Oui	<p>18 visites familiales ont eu lieu dans le cadre du programme de mesures de confiance. Ce nombre est inférieur aux prévisions en raison de la suspension du programme par les parties jusqu'à début 2006, puis de nouveau en mai 2006. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et la MINURSO poursuivent leurs efforts en vue de relancer le programme de visites dès que possible.</p> <p>Le programme d'échanges téléphoniques a été maintenu dans 5 camps de réfugiés. Le camp de Dakhla n'a toujours pas de service</p>

		téléphonique en raison de difficultés techniques dues au relief et de la distance séparant le camp du centre de transmission.
		Le service postal n'a jamais été mis en place en raison des objections des deux parties.
180 notes de revue de la presse internationale et locale en 4 langues sur des questions régionales et internationales liées au Sahara occidental, à l'intention des États Membres	322	1 note par jour de la semaine et 1 par week-end, sauf les jours fériés, et 20 notes spéciales sur des sujets d'actualité, soit (5 jours x 52 semaines) + (1 x 52 week-ends) + 20 notes spéciales - 10 jours fériés
22 communiqués de presse à l'appui du programme humanitaire de mesures de confiance, notamment à l'appui des appels de fonds du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	2	La MINURSO a publié 22 communiqués de presse concernant la reprise des visites familiales et tenu 3 réunions avec le HCR sur la mise en œuvre du programme.

Réalisation escomptée 1.2 : progrès vers le règlement des problèmes humanitaires, en particulier ceux qui concernent les prisonniers de guerre, les réfugiés et les personnes disparues

<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
1.2.1 Livraison mensuelle de vivres aux 5 camps de réfugiés	Objectif atteint. Au total, 6 camps de réfugiés ont reçu des livraisons régulières de vivres.	
1.2.2 Libération de tous les prisonniers de guerre restants	Objectif atteint	
	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
<i>Produits prévus</i>		
4 réunions avec les pays donateurs et le Programme alimentaire mondial sur l'évaluation de la situation alimentaire	2	Réunions visant à obtenir l'appui des donateurs en vue de faire face aux besoins humanitaires créés par les dégâts subis par les camps de réfugiés en raison des inondations
4 analyses politiques et recommandations périodiques aux parties sur les prisonniers de guerre, les personnes disparues et les réfugiés	Non	Inutile pour les prisonniers de guerre, le Front POLISARIO ayant libéré les derniers prisonniers de guerre en août 2005

Composante 2 : composante militaire

Réalisation escomptée 2.1 : respect des accords de cessez-le-feu par les parties

<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Absence de violations graves du cessez-le-feu et des accords connexes		Aucune violation grave du cessez-le-feu. En particulier, aucune incursion offensive à travers la zone tampon et aucun échange de tirs entre les parties 20 violations mineures de l'Accord militaire n° 1. En particulier, concentration de troupes, patrouilles militaires dans la zone tampon et déploiement et constructions non autorisés
Contacts bimensuels avec les commandants locaux et des officiers de haut rang des deux parties	25	Réunions Le commandant de la force de la MINURSO a tenu 15 réunions avec des commandants de l'Armée royale marocaine et 10 avec des commandants du Front POLISARIO.
23 360 jours-homme de patrouilles d'observation mobiles (à raison de 4 observateurs militaires par patrouille x 16 patrouilles par jour x 365 jours)	28 600	Les observateurs militaires des Nations Unies ont effectué 7 150 patrouilles, soit 28 600 jours-homme de patrouille (4 observateurs militaires par patrouille). Des patrouilles supplémentaires ont été effectuées en raison de l'introduction d'un nouveau concept d'opérations.
208 « journées de visites » de liaison effectuées par des observateurs militaires des Nations Unies auprès d'éléments et de postes de commandement des forces armées des deux parties (4 observateurs militaires des Nations Unies par visite x une visite par semaine x 52 semaines)	Oui	
733 heures de patrouille aérienne à partir de neuf bases d'opérations en vue de l'inspection de 4 312 éléments militaires des deux parties	706	Au total, 706 heures de patrouille aérienne pour la période considérée. La modification des contrats relatifs aux opérations aériennes a perturbé le déroulement des patrouilles aériennes, occasionnant une perte de 19 jours en décembre 2005.

Inspections aériennes et au sol inopinées dans des places fortes situées le long des 2 200 kilomètres du mur de défense	Non	Au total, 16 986 éléments militaires ont été inspectés par des patrouilles terrestres et aériennes. La forme actuelle des données ne permet pas leur ventilation par type de patrouille. Il a été impossible d'inspecter les places fortes par voie aérienne en raison des risques posés par les mines et les munitions non explosées et de la réglementation en matière de sécurité aérienne. Des patrouilles terrestres se sont rendues dans les places fortes mais n'ont pas été autorisées à inspecter les armes.
Enquêtes sur les allégations faisant état de violation du cessez-le-feu par les parties, le cas échéant	6	Ces allégations ont fait l'objet d'une enquête.

Réalisation escomptée 2.2 : réduction du danger posé par les mines des deux côtés du mur de défense

<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>
Aucun cas de mort ou blessure par explosion de mines ou de munitions	Aucun accident mortel pendant la période considérée. Un militaire marocain a été blessé par une mine antipersonnel.
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i> <i>Observations</i>
Marquage de munitions non explosées et supervision d'opérations de déminage	Oui Marquage de 56 mines/munitions non explosées par la MINURSO Destruction supervisée par la MINURSO de 125 mines par l'Armée royale marocaine Destruction supervisée par la MINURSO de 1 544 munitions périmées par l'Armée royale marocaine
Appui à la création d'une base de données électronique sur les mines et munitions non explosées	Non Actuellement, les bases d'opérations de la MINURSO conservent les données dans des tableaux Excel. La base de données du Système de gestion de l'information pour la lutte antimines n'a pas pu être déployée au cours de l'exercice 2005/06 parce que le Centre international de déminage humanitaire de Genève n'en avait pas achevé l'élaboration. La base de données devrait être en place au cours de l'exercice 2006/07.

Composante 3 : appui

Réalisation escomptée 3.1 : appui logistique et administratif et soutien en matière de sécurité efficaces et rationnels à la Mission

<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>
3.1.1 Réduction (de 7 en 2003/04 à 0 en 2005/06) du nombre d'accidents graves de la circulation impliquant des véhicules appartenant à l'ONU	La Mission a subi 9 accidents majeurs, définis comme ayant occasionné des dégâts d'un montant supérieur à 500 dollars, dont 4 subis par du personnel militaire et 5 par du personnel civil, contre 5 pendant la période précédente. Les frais de réparation pour ces 9 véhicules ont été de 11 800 dollars au total, soit 1 311 dollars par véhicule en moyenne. Huit de ces véhicules ont été réparés et le neuvième a été inscrit au compte de profits et pertes car les coûts de réparation (2 133 dollars) étaient trop importants au regard de la valeur résiduelle du véhicule (2 336 dollars).
3.1.2 Réduction du délai du recrutement du personnel recruté sur le plan local (ramené de 8 semaines en 2004/05 à 5 semaines en 2005/06)	Si certains postes ont bien été pourvus dans le délai de 5 semaines prévu, d'autres recrutements ont pris jusqu'à 6 mois et demi. Un gel des recrutements a été institué pour de nombreux postes en 2005/06 en attendant de connaître les recommandations issues de l'évaluation de la gestion de la Mission entreprise en mai 2005, ainsi que leurs incidences sur les effectifs de la Mission. Cela explique que certains postes restent vacants. En outre, la Section du personnel de la MINURSO a connu des mouvements de personnel importants et s'est trouvée en grave sous-effectif pendant l'exercice considéré, ce qui a contribué aux retards survenus dans le processus de recrutement.
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre Observations</i>

Amélioration des services

Mise en œuvre de programmes de contrôle de sécurité routière	Oui Une semaine de la sécurité routière a été instituée.
Mise en œuvre d'un processus amélioré de recrutement de personnel sur le plan national	Oui À la fin de l'exercice, le recrutement est mieux organisé et mieux géré. Un système de registre et de classement a été instauré. Le recrutement a été centralisé, chaque dossier relevant d'un agent unique. Des vacances de postes multiples ont fait l'objet d'un avis unique pour une meilleure gestion des ressources et du temps imparti. Une liste de candidats qualifiés se rapportant à un avis particulier peut servir à pourvoir d'autres postes vacants similaires.

Personnel militaire

Mise en place, relève et rapatriement d'un effectif moyen de 230 militaires	226	Effectif moyen du personnel militaire de la Mission au cours de l'exercice. Le taux de vacance de postes a été élevé parmi les observateurs militaires du fait de déploiements tardifs, de rapatriements prématurés imprévus (par exemple, pour raisons médicales) et de contributions légèrement inférieures à celles autorisées de la part des pays fournissant des contingents.
Fourniture et entreposage de rations et d'eau en bouteilles pour un effectif moyen de 230 personnels militaires	226	Militaires concernés. Les repas tout prêts et l'eau en bouteille sont stockés dans les bases d'opérations et à l'entrepôt de Laayoune. Les rations fraîches sont expédiées aux bases d'opérations depuis Laayoune. Aux termes de son contrat, le prestataire de services assure le stockage des denrées fraîches. Les observateurs militaires gardent environ 14 jours de réserves dans les bases d'opérations.

Personnel civil

Administration de 145 contrats de fonctionnaires internationaux et de 128 contrats d'agents recrutés sur le plan national en moyenne	125	Membres du personnel recrutés sur le plan international, en moyenne
	104	Agents recrutés sur le plan national, en moyenne Les retards survenus dans le recrutement, ainsi que le gel des recrutements imposé pendant l'exercice 2005/06 en attendant de connaître l'incidence de l'évaluation de la gestion de la Mission sur les effectifs futurs de la Mission, sont en partie à l'origine du manque d'effectifs. Le rapport sur l'évaluation de la gestion de la Mission a été présenté en application des résolutions 1570 (2004) et 1598 (2005) du Conseil de sécurité, dans lesquelles le Conseil demandait que soit réalisé un examen approfondi de la structure de la composante administrative et des autres composantes civiles de la Mission.

Installations et infrastructures

Entretien et réparation de 16 installations et de 280 bâtiments préfabriqués dans 12 sites	16	Installations
	280	Bâtiments préfabriqués Au cours de la période considérée, 2 postes de commandement de secteur (Smara et Dakhla) et une base d'opérations (Dakhla)

		ont été fermés. Au total, 16 installations ont été réparées : le siège de la Commission d'identification; la base de soutien logistique de la MINURSO; 2 postes de commandement de secteur; 10 bases d'opérations; et le bureau de liaison de Tindouf. Des services ont été fournis pour 280 bâtiments préfabriqués dans 12 sites. L'entretien général comprend l'entretien préventif et les travaux de courte durée relatifs à l'adaptation des installations à divers usages, les installations électriques, l'approvisionnement en eau et l'assainissement, le chauffage, la ventilation et la climatisation, le matériel de camp et le nettoyage de l'environnement.
Exploitation et entretien de 44 groupes électrogènes dans 16 sites	Oui	Le courant a été maintenu avec une fiabilité de 100 % dans les 16 sites de la Mission énumérés plus haut.
Transports terrestres		
Exploitation et entretien de 303 véhicules	303	Véhicules entretenus, dont 254 véhicules légers et 49 véhicules lourds. Ces derniers comprennent des véhicules lourds de transport logistique, un camion-citerne transporteur de diesel, des engins du génie, des grues, des dépanneuses et des chariots élévateurs.
Transports aériens		
Exploitation et entretien de 3 avions et de 3 hélicoptères	3	Avions
	3	Hélicoptères
Transmissions		
Appui et entretien de 4 systèmes de téléphone PABX, de 14 répéteurs de satellite, de 14 stations terriennes, de systèmes de communications VHF, HF et micro-ondes dans 12 sites, notamment pour le projet de mesures de confiance	4	Systèmes de téléphone PABX.
	14	Répéteurs de satellite et systèmes à hyperfréquences dans 12 sites ayant bénéficié d'un appui, à savoir un entretien régulier et le remplacement des équipements obsolètes.
		Appui au projet de service téléphonique pour 5 camps de réfugiés dans le cadre des mesures de confiance. Le HCR rembourse à la MINURSO les frais de communication téléphonique.
Informatique		
Services d'assistance et d'entretien pour le réseau longue distance,	Oui	Visites d'entretien régulières dans 19 bases d'opérations disposant en moyenne de

426 ordinateurs de bureau,
60 ordinateurs portables, 288
imprimantes et 17 serveurs dans
12 sites

18 ordinateurs chacune

Services médicaux

Exploitation et entretien de services
médicaux de niveau I pour le personnel
de la Mission et la population civile
locale en cas d'urgence

Oui Exploitation et entretien des services
médicaux de niveau I pour toutes les visites,
examens médicaux, rendez-vous médicaux et
évacuations, comme suit :

3 827 Visites

388 Examens médicaux

31 Rendez-vous médicaux

6 Évacuations sanitaires secondaires

1 Évacuation sanitaire primaire

Exploitation et entretien de moyens de
dépistage et de services de conseils
confidentiels sur le VIH pour tout le
personnel

Non Des conseils n'ont pas pu être fournis en
raison du manque de personnel compétent.

Programme de sensibilisation au VIH
pour tout le personnel, notamment
grâce à l'éducation mutuelle

2 Conférences de l'équipe VIH/sida.
Célébration de la Journée mondiale de lutte
contre le sida

Sécurité

Services de garde 24 heures par jour,
7 jours par semaine, à 6 installations
dans 4 sites

Oui Services de garde fournis par 39 membres du
personnel de sécurité

Révision du plan de sécurité

Oui 1 plan de sécurité mis au point

Formation de tout le personnel nouveau
aux questions de sécurité

Oui Exposés sur la sécurité et formation de
personnes relais pour les questions de
sécurité, à l'intention de 150 membres de la
MINURSO

III. Exécution du budget

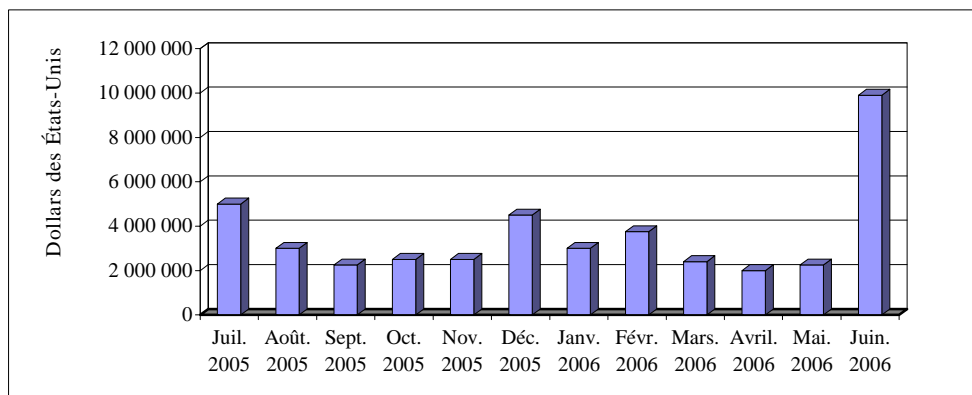
A. Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet 2005 au 30 juin 2006.)

Catégorie de dépenses	Montant alloué (1)	Dépenses (2)	Écarts	
			Montant (3) = (1) - (2)	Pourcentage (4) = (3)/(1)
Militaires et personnel de police				
Observateurs militaires	5 525,6	5 360,3	165,3	3,0
Contingents	705,8	730,1	(24,3)	(3,4)
Police civile	201,4	127,2	74,2	36,8
Unités de police constituées	–	–	–	–
Total partiel	6 432,8	6 217,6	215,2	3,3
Personnel civil				
Personnel recruté sur le plan international	15 370,4	14 080,7	1 289,7	8,4
Personnel recruté sur le plan national	2 174,6	1 726,5	448,1	20,6
Volontaires des Nations Unies	–	–	–	–
Total partiel	17 545,0	15 807,2	1 737,8	9,9
Dépenses opérationnelles				
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	–	46,1	(46,1)	–
Personnel fourni par des gouvernements	108,8	35,1	73,7	67,7
Observateurs électoraux civils	–	–	–	–
Consultants	32,0	3,7	28,3	88,5
Voyages	419,1	428,9	(9,8)	(2,3)
Installations et infrastructures	2 681,9	4 111,4	(1 429,5)	(53,3)
Transports terrestres	2 590,8	2 471,5	119,3	4,6
Transports aériens	12 432,4	9 917,6	2 514,8	20,2
Transports maritimes ou fluviaux	–	–	–	–
Transmissions	1 587,0	1 318,4	268,6	16,9
Informatique	664,9	875,3	(210,4)	(31,6)
Services médicaux	274,1	236,8	37,3	13,6
Matériel spécial	27,6	167,8	(140,2)	(508,0)
Fournitures, services et matériel divers	744,0	711,0	33,0	4,4
Projets à effet rapide	–	–	–	–
Total partiel	21 562,6	20 323,6	1 239,0	5,7
Total brut	45 540,4	42 348,4	3 192,0	7,0
Recettes provenant des contributions du personnel	2 508,0	2 191,5	316,5	12,6
Total net	43 032,4	40 156,9	2 875,5	6,7
Contributions volontaires en nature (budgétisées) ^a	3 118,1	3 761,3	(643,2)	(20,6)
Total	48 658,5	46 109,7	2 548,8	5,2

^a Comprend des contributions de 420 300 dollars du Gouvernement algérien, de 3 131 000 dollars du Gouvernement marocain et de 210 000 dollars du Front POLISARIO.

B. Évolution des dépenses mensuelles



7. Le pic de dépenses survenu en juillet 2005 est dû principalement à la hausse de la plupart des engagements relatifs aux avions commerciaux pour l'exercice considéré, ainsi que des engagements relatifs aux carburants et lubrifiants d'aviation. Le pic de dépenses survenu en décembre 2005 est imputable surtout à la hausse des engagements relatifs à l'achat de véhicules, aux versements effectués aux prestataires de services de transport aérien et aux décaissements relatifs aux rations et aux carburants et lubrifiants d'aviation. La majorité des décaissements ont été faits en juin 2006, notamment le paiement des factures pour l'achat de véhicules et d'équipement de transport terrestre, les versements effectués aux prestataires de services de transport aérien et les décaissements relatifs aux marchandises et services fournis par divers prestataires de services dans d'autres domaines, dans le cadre de la clôture des comptes de la Mission pour l'exercice considéré. Enfin, le pic de dépenses constaté en juin 2006 s'explique par la comptabilisation de contributions volontaires en nature.

C. Autres recettes et ajustements

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>
Intérêts créditeurs	166,5
Recettes diverses et accessoires	254,2
Contributions volontaires en espèces	–
Ajustements sur exercices antérieurs	(3,0)
Réduction ou annulation d'engagements d'exercices antérieurs	856,3
Total	1 274,0

D. Dépenses relatives au matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Dépenses</i>
Matériel majeur	
Observateurs militaires	68,2
Total partiel	68,2
Soutien logistique autonome	
<i>Installations et infrastructures</i>	
Restauration (cuisines)	—
Matériel de bureau	—
Électricité	—
Missions secondaires du génie	—
Blanchisserie et nettoyage	5,3
Matériels de campement	—
Hébergement	—
Magasins – divers	1,4
Matériel spécial	—
<i>Transmissions</i>	
Transmissions	19,1
<i>Services médicaux</i>	
Services médicaux	62,4
<i>Matériel majeur spécial</i>	
Neutralisation des explosifs et munitions	—
Observation	—
Identification	—
Fournitures pour la défense des périmètres	—
Protection nucléaire, biologique et chimique	—
Total partiel	88,2
Total	156,4

<i>Facteurs approuvés pour la Mission</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>	<i>Date du dernier examen</i>
Facteurs applicables à la zone de la Mission			
Contraintes du milieu	1,9	1998	1998
Usage opérationnel intensif	1,5	1998	1998
Acte d'hostilité ou abandon forcé	2,1	1998	1998

E. Contributions non budgétisées

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Valeur réelle</i>
Accord sur le statut des forces	2 320,5
Contributions volontaires en nature	-
Total	2 320,5

IV. Analyse des écarts¹

	<i>Écart</i>	
Observateurs militaires	165,3	3,0 %

8. Le solde inutilisé s'explique essentiellement par un coût moyen réel de 4 792 dollars par relève pour 175 observateurs militaires en moyenne, contre 5 000 dollars par relève pour 203 observateurs militaires prévus au budget. Il est également imputable au taux de vacance moyen qui a été de 4,1 %, au lieu du taux nul prévu dans le budget.

	<i>Écart</i>	
Police civile	74,2	36,8 %

9. Le solde inutilisé s'explique principalement par le fait que les effectifs moyens de la police civile ont été de six, alors qu'une moyenne de huit était prévue au budget pour l'exercice considéré.

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan international	1 289,7	8,4 %

10. Le solde inutilisé est imputable surtout à un taux de vacance réel de 14 % dans cette catégorie, alors qu'un taux de 6 % était prévu dans le budget.

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan national	448,1	20,6 %

11. Le solde inutilisé s'explique surtout par un taux de vacance global de 18,6 % pour le personnel recruté sur le plan national, au lieu du taux de 2 % prévu dans le budget.

	<i>Écart</i>	
Personnel fourni par des gouvernements	73,7	67,7 %

¹ Le montant des écarts est exprimé en milliers de dollars des États-Unis. Les écarts de plus de 5 % ou d'un montant supérieur à 100 000 dollars font l'objet d'une analyse.

12. Le budget prévoyait le paiement d'une indemnité de subsistance à cinq personnes. Cependant, seules quatre personnes ont été déployées et deux d'entre elles seulement pouvaient prétendre à l'indemnité de subsistance, ce qui constitue le principal facteur expliquant le solde inutilisé.

	<i>Écart</i>	
Consultants	28,3	88,5 %

13. Le solde inutilisé est largement imputable à l'annulation des services de formation en informatique prévus au budget et de l'inscription des dépenses relatives aux consultations en formation linguistique au poste des honoraires, fournitures et services de la catégorie « Fournitures, services et matériel divers ».

	<i>Écart</i>	
Installations et infrastructures	(1 429,5)	(53,3 %)

14. Le dépassement de crédit résulte surtout de la mise en œuvre de plusieurs projets de renforcement de la sécurité, notamment la construction de murs d'enceinte, de dos-d'âne et de miradors, ainsi que l'installation de portails métalliques, de barrières levantes et de lampadaires de sécurité dans toutes les installations de la Mission sur 11 sites, à la suite de l'évaluation de la gestion de la sécurité réalisée par le Département de la sûreté et de la sécurité.

15. Le dépassement s'explique également par le fait que le coût moyen du carburant a été de 0,50 dollar par litre pendant la période considérée, contre un coût de 0,33 dollar par litre prévu dans le budget, et par le règlement partiel des factures de carburant en vrac pour les transports terrestres au titre des installations et infrastructures, un fournisseur ayant établi une facture unique pour la collecte de carburant en vrac destiné à la fois aux installations et infrastructures et aux transports terrestres.

	<i>Écart</i>	
Transports terrestres	119,3	4,6 %

16. Comme indiqué au paragraphe 15 ci-dessus, le solde inutilisé s'explique essentiellement par le règlement d'une partie des dépenses de carburant relatives aux transports terrestres au titre des installations et infrastructures, un fournisseur ayant établi une facture unique pour la collecte de carburant en vrac destiné à la fois aux installations et infrastructures et aux transports terrestres.

17. Le solde inutilisé a été compensé en partie par une hausse des dépenses résultant d'un prix moyen du carburant pendant la période considérée supérieur à celui prévu au budget (0,50 dollar par litre contre 0,33 dollar).

	<i>Écart</i>	
Transports aériens	2 514,8	20,2 %

18. Le solde inutilisé résulte principalement du nombre d'heures de vol inférieur à celui prévu pour les opérations d'hélicoptères. Le coût de la location d'hélicoptères avait été estimé sur la base de 2 940 heures de vol. En raison de la résiliation anticipée du contrat en décembre 2005, seuls deux hélicoptères ont été redéployés dans la zone de la Mission au cours du même mois, tandis que le troisième n'a été redéployé qu'en mars 2006, le fournisseur ayant tardé à régler les problèmes d'entretien. En conséquence, les hélicoptères de la Mission n'ont effectué que 1 853 heures de vol au cours de la période considérée.

19. Le solde inutilisé a été en partie compensé par une augmentation des dépenses en carburants et lubrifiants imputable à la hausse du coût du carburant, passé de 0,62 dollar par litre en juillet 2005 à 0,73 dollar par litre en juin 2006, alors que le coût prévu dans le budget était de 0,43 dollar par litre.

	<i>Écart</i>	
Transmission	268,6	16,9 %

20. Le solde inutilisé s'explique principalement par la réduction de la part de la MINURSO dans le coût de la location des répéteurs de satellite à la suite de la création de nouvelles missions de maintien de la paix et de l'élargissement de missions existantes.

	<i>Écart</i>	
Informatique	(210,4)	(31,6 %)

21. Le dépassement de crédit résulte principalement de l'achat non prévu au budget d'images satellite, du logiciel LPS Core et du logiciel ArcInfo pour la mise en place d'un système d'information géographique permettant à la Mission de produire des cartes opérationnelles précises à des fins de planification et d'améliorer la sécurité du personnel et des observateurs militaires en présence de mines et de munitions non explosées.

	<i>Écart</i>	
Services médicaux	37,3	13,6 %

22. Le solde inutilisé s'explique essentiellement par l'annulation de l'achat d'un appareil radiographique, l'unité médicale actuelle étant en mesure d'en fournir une à la Mission en tant que matériel appartenant au contingent.

	<i>Écart</i>	
Matériel spécial	(140,2)	(508,0 %)

23. Le dépassement résulte principalement de l'achat non prévu au budget d'équipements de vision nocturne identifiés comme besoin opérationnel immédiat lors de l'audit de la gestion des opérations militaires de la MINURSO réalisé en juin 2005.

V. Décisions que l'Assemblée générale devra prendre

24. En ce qui concerne le financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, il conviendrait que l'Assemblée générale :

a) **Décide que les États Membres renoncent à leurs parts respectives des autres recettes de l'exercice clos le 30 juin 2006 (1 274 000 dollars) et d'un montant de 191 700 dollars prélevé sur le solde inutilisé du même exercice (3 192 000 dollars), sommes qui seraient affectées au financement des engagements actuels et futurs de l'Organisation des Nations Unies au titre de l'assurance maladie après la cessation de service;**

b) **Se prononce sur l'affectation du reliquat du solde inutilisé relatif à l'exercice clos le 30 juin 2006, soit 3 000 300 dollars.**
